



Que changerait l'arrivée au pouvoir du RN ?

Il y a les programmes et les promesses, puis la phase de la mise en application. Quelles seraient les incidences concrètes de l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national ? Comment la France serait-elle perçue en Europe ? Quel impact sur les secteurs en tension après que le Medef a expliqué, en décembre dernier, que « d'ici 2050 », l'économie française aura « massivement besoin de main-d'œuvre étrangère ».

L'ÉDITORIAL

FLORENCE CHÉDOTAL



florence.chedotal@centrefrance.com
X : @FlorChédotal

Ce monde qui vient

Il y a quelque chose qui tient du déni dans ce qui se déroule en accéléré sous nos yeux. Qu'il s'agisse de l'effacement des uns comme de l'avidité prématurée des autres, grisés par cette opportunité inespérée, offerte un soir de juin. Peut-être savions-nous tous que la peur et la rage accumulées jettent toujours dans les bras du plus offrant, en dépit des mensonges et des incohérences... Et que dans l'espoir de reprendre prise sur son destin, l'inconnu, celui qui garde le bénéfice du doute, est devenu plus séduisant que l'impissance politique. La « grenade dégroupillée » par Emmanuel Macron n'a eu, pour effet, au fond, que de porter une lumière crue sur la société française, celle que nul ne sait encore réparer. À force d'exalter à outrance les différences, on ne fait plus communauté, au point de croire que le malheur de cet autre pourra soigner le nôtre. Voici venue l'ère du soupçon, celle du « je ne suis pas raciste mais... ». Il n'y a aucun espoir de vivre mieux quand le moteur est celui du ressentiment car il est infini. Il se peut que l'extrême droite ne parvienne pas à obtenir, dimanche, une majorité absolue, mais chacun sait qu'une grande partie de la société a basculé, que l'amertume succédera. Et qu'il en faudra de l'intelligence et du courage pour reconstruire patiemment ce dont nous n'avons pas su prendre soin.

MÉDECINS



Catherine Vautrin, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités l'a rappelé en début d'année : « les médecins » étrangers, dits praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE) sont « devenus indispensables à notre système de santé », « il faut sécuriser leur situation ». De fait, entre 2010 et 2023, leur nombre a progressé de plus de 90 %. Le conseil national de l'ordre des médecins précise que « les étrangers sont davantage implantés dans les territoires à faible densité et dans les marges rurales ». Installé depuis bientôt 17 ans dans un territoire rural en Auvergne, ce médecin libéral à double nationalité est fier « de son enracinement local ». Les 45 % qu'a faits le RN dans sa commune, il les vit « tristement ». « J'espère que ma femme et moi n'allons pas finir ni dans le goulag ni dans les camps de concentration », ironise-t-il. « Il y a une dizaine d'années, il y avait, par rapport aux nouvelles inscriptions au conseil de l'ordre, un médecin sur quatre qui était d'origine étrangère [...]. J'espère que ceux qui vont gagner les élections auront l'intelligence de ne pas détruire le système de santé en faisant une sélection entre médecins français et médecins d'origine étrangère. Nous avons besoin de la France mais il y a réciprocity. Si les médecins étrangers devaient partir ce serait catastrophique. » ■

(Photo d'illustration au centre hospitalier d'Aubusson)

FREXIT CACHÉ ?



Officiellement, le RN ne parle plus de sortie ni de l'euro ni de l'Union européenne, après avoir compris que ses envies de rupture avaient fait chuter Marine Le Pen par deux fois à la présidentielle, « parce que ce n'est pas la volonté des citoyens ». « Le parti a donc fait un virage sur l'aile pour être moins antieuropéen », explique Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman. « Ceci étant dit, ce ne sont pas les plus européens et ils seront gênés aux entournures s'ils arrivent au pouvoir avec une majorité absolue en raison des contraintes européennes, notamment budgétaires. S'ils s'affranchissent de ces règles, cela aura un impact sur l'Europe. Mais ils ne pourront pas tout envoyer paître. Si on sort du couloir, on se retrouve face à un gendarme au niveau de la Commission européenne. Et il y a un deuxième gendarme au niveau de la Banque centrale européenne. Regardez à l'époque de l'extrême gauche en Grèce, ils ont tout fait pour ne pas sortir de l'euro. Orban, qui n'est pas le plus européen, fait pourtant attention à ne jamais franchir la ligne rouge. S'il sort des règles, la crédibilité de ce parti, qui n'est déjà pas grande, sera entamée. Et beaucoup lui tomberont dessus. » ■

Dossier réalisé par la rédaction



SECTEURS D'ACTIVITÉ

« Aujourd'hui, soyons lucides, est-ce qu'on pense sincèrement que la restauration, les travaux agricoles et beaucoup d'autres secteurs tournent sans immigration ? [...] La réponse est non ! », avait affirmé Emmanuel Macron, dans un entretien au *Parisien*, en décembre 2022. Selon les métiers listés par le ministère du Travail d'après les données chiffrées de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), les travailleurs immigrés – étrangers ou régularisés – représentent 38,8 % des employés de maison (dont 15,5 % d'aides à domicile et 13,6 % d'assistantes maternelles) ; 28 % des salariés du gardiennage et de la sécurité ; 27 % des ouvriers non qualifiés du bâtiment. Au total, souligne le ministère du Travail, un poste aux conditions de travail difficiles a une probabilité 1,4 fois plus élevée qu'un poste où les contraintes sont dans la moyenne d'être occupé par un immigré plutôt que par un non-immigré. C'est plus anecdotique mais le tableau de la Dares pointe le fait que près d'un quart (24 %) des professionnels de la politique et du clergé sont des immigrés. ■

RESTAURATION



Aux termes de la loi Immigration, les travailleurs sans papiers exerçant dans des métiers en tension (BTP, aides à domicile, restauration, maraîchage...) pourront se voir délivrer, à titre exceptionnel, une carte de séjour « travailleur temporaire » ou « salarié ». Condition sine qua non : justifier d'avoir travaillé au moins 12 mois au cours des 24 derniers mois, de résider depuis trois ans en France et de leur intégration. Pour cette mesure en expérimentation jusqu'à la fin de 2026, ce sont les préfets qui disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour accorder le titre. Dans son programme de campagne pour les législatives, le Rassemblement national souhaite « suspendre » par une de ses premières circulaires « les régularisations ». S'il est impossible de connaître le nombre exact de personnes concernées en France, lors de la préparation de la loi, le chef Thierry Marx, président du principal syndicat patronal de l'hôtellerie-restauration (Umih), estimait à « 200.000 le nombre d'emplois non pourvus dans la seule restauration » et appelait à une régularisation des salariés étrangers du secteur « reconnus pour leurs compétences ». Selon l'Insee, les travailleurs immigrés représentaient 19,7 % des employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration, avec néanmoins de grandes variations selon les régions. ■

IMAGE DE LA FRANCE



La réponse fuse : « L'image est désastreuse... Pas seulement pour l'Europe mais dans le monde entier. C'est une image abîmée, une puissance affaiblie », qualifie Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman, rappelant que la France est, entre autres, membre du Conseil de sécurité des Nations unies. « Peut-être que le seul qui sera ravi s'appelle Poutine, mais ce n'est sans doute pas la volonté des Français parmi lesquels certains ont choisi sans regarder le programme. Tous les gens qui suivent les questions européennes savent très bien ce qu'est ce parti ; ils ont vu au Parlement ses représentants : Jordan Bardella, Marine Le Pen, Jean-Marie Le Pen encore avant... Les gens assimilent le RN à une extrême droite dangereuse comme l'AfD allemande. Ils savent que ce n'est pas le meilleur atout, d'où l'arc républicain qui blackliste un peu le groupe dans lequel siège le RN. La mauvaise réputation de ce parti génère un a priori très défavorable, à un moment où on a besoin d'affirmer des choses. Bien sûr, le président de la République sera toujours présent au Conseil, mais cela fait craindre des subrepts qui conduiront sans doute à une impasse politique pour la France et les Français. On risque de se trouver un peu isolés. Notre choix est lourd de conséquences. Ce saut vers l'inconnu laisse présager de mauvais moments. » ■

« Pas de solution miracle »

Jean-Hervé Lorenzi préside les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, qui débutent demain, en présence notamment de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne. Selon lui, il faut se méfier des « solutions miracles » proposées par les populistes.

■ **La possible accession du RN au pouvoir est-elle au centre des préoccupations du monde économique ?** La question qui se pose, surtout, c'est pourquoi plus de deux tiers des Français sont en colère ? Je ne crois pas qu'il s'agisse de gens malveillants. Avant les Rencontres d'Aix, nous avons beaucoup réfléchi à cela. Notre vision, c'est que cette colère est liée au fait qu'un certain nombre de problèmes n'ont pas été résolus, voire n'ont même pas été abordés depuis au moins vingt ans. Et cela finit toujours par gangrener une société. Il n'y a pas de solution miracle, mais il faut remettre ces sujets sur le dessus de la pile. Il a fallu le Covid pour qu'on découvre à quel point nous étions désindustrialisés. On n'a pas réglé le problème des Neets (*Not in education, employment or training*, NDLR), ces jeunes désocialisés. Et on s'étonne que les gens soient en colère ? Il faut pourtant qu'ils l'expriment d'une manière ou d'une autre.

■ **Vous dites que le populisme est un danger pour la démocratie. Il l'est aussi pour l'économie ?** Le populisme, c'est ce qui donne à l'expression du peuple la légitimité absolue. La démocratie, c'est le respect des décisions du peuple, mais aussi des valeurs fondamentales d'une société. Ce n'est pas du tout une critique, je ne suis qu'un vieil économiste. Ce que je veux dire, c'est que je n'ai jamais cru aux solu-



ÉCONOMISTE. Jean-Hervé Lorenzi. PHOTO GLASSHOUSE

tions miracles. Si on me dit qu'il faut augmenter de manière très forte les salaires, je réponds que tout le monde sait qu'un certain nombre d'entreprises vont alors disparaître. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas augmenter les salaires, juste qu'il faut réfléchir et respecter des règles de bon sens. Et si on me dit : on va arrêter totalement l'immigration, je réponds qu'il y a des tas de secteurs qui en dépendent et qui vont avoir de graves problèmes. Pour autant, qu'on pose le problème du niveau des salaires ou de l'immigration me paraît légitime. C'est plus la manière d'y répondre qui me dérange. La vie montre qu'on ne peut résoudre ces questions en un claquement de doigts.

■ **Vous jugez que la campagne a été très « faible intellectuel-**

lement ». Vous souhaitez que les économistes soient plus associés, pour mieux expliquer les choses aux Français ? Il faut expliquer les enjeux, oui. Dans la colère instantanée des gens il y a trois choses qui se détachent : le pouvoir d'achat, la sécurité et l'immigration. On pourrait évoquer ces sujets de manière très claire en donnant de vrais chiffres et pas des chiffres tripatouillés par tout le monde. Sur l'immigration, on verrait ainsi le premier à des besoins évidents de personnes actives. Il y a aussi des problèmes de nature plus sociologique qu'il ne faut pas nier : l'islamisme par exemple. Mais nous sommes malheureusement dans un pays où on ne peut jamais parler de ces choses de manière claire. ■

Propos recueillis par Tanguy Olivier

Ils tentent de se fondre dans le décor

Thomas Ménagé, à Montargis (Loiret) et Julien Odoul, à Sens (Yonne), illustrent la stratégie d'un RN à visage humain et sont à l'écoute de territoires en quête d'identité et se sentant délaissés.

Élu en 2022, Thomas Ménagé a rapidement réussi son implantation. Localement, sa popularité efface son étiquette. Une réalité rurale qui ne se duplique pas en zone urbaine : il n'est pas le bienvenu à Montargis, Amilly et Châlette-sur-Loing. Ainsi, le maire LR de Montargis, Benoît Digeon, ou son homologue divers droite d'Amilly, Gérard Dupaty, rappellent aller à l'encontre de l'obligation qui leur est faite et ne pas convier le député de la circonscription aux cérémonies de leur commune : « Je tiens à ce que la Ville reste à l'écart, confirme le premier. Un député ne sert qu'à voter les lois. » Gérard Dupaty se définit comme un Européen convaincu, un humaniste : « C'est mon seul parti ! Le RN va à l'encontre de ce postulat ».

Julien Odoul, 39 ans, a largement réussi son im-

plantation dans le nord de l'Yonne. Réélu dès le premier tour, il laboure sa circonscription, jouant tellement la proximité que certains l'affublent du surnom de « député des vide-greniers ». Celui qui est connu pour ses prises de position radicales sur les plateaux télé ou dans l'hémicycle du conseil régional, à Dijon, joue localement la carte du consensus. Il a été ainsi le premier à soulever les carences de la liaison ferroviaire Paris-Sens, combat aujourd'hui repris par le maire LR de Sens. En termes d'éducation, il a su rallier à lui des maires non encartés – le sénateur Renaissance Jean-Baptiste Lemoine ou encore le premier vice-président LR du conseil départemental, Grégory Dorte – à sa volonté d'ouvrir un deuxième lycée public dans le nord du département afin de désengorger le site de Sens qui accueillent 2.250 jeunes. Une lutte pas suivie d'effets, pour l'instant du moins, la Région opposant aux classes trop chargées une pyramide des âges qui devrait désengorger l'effectif actuel. ■

Mathieu Villeroy de Galhau et Alexis Marie

